



Ottawa, Canada

Un secteur privé dynamique: stimulant de la croissance économique 1

Plan de réaménagement du Vieux Port de Québec 3

Visite de la Souveraine au Canada . . . 3

Nouveaux accords de travail partagé . . 3

Les bûcherons de Shulie Lake 4

Conservation de vieux documents . . . 5

Applications civiles des recherches militaires 5

Traces d'explorateurs scandinaves du XIIIe siècle en terre de Baffin 6

Exposition permanente sur les Acadiens 6

Aide financière du gouvernement fédéral à la construction d'appartements pour personnes âgées, au Québec 6

La chronique des arts 7

Nouvelles brèves 8

Un secteur privé dynamique: stimulant de la croissance économique

A la Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres, qui s'est tenue à Ottawa du 13 au 15 février, le premier ministre du Canada et ses homologues provinciaux se sont mis d'accord sur un certain nombre de questions économiques; le Québec cependant n'a pas souscrit à l'ensemble du contenu du communiqué publié à l'issue de la Conférence.

Le communiqué faisait état des mesures qu'il faudra prendre pour: "faciliter l'établissement des objectifs économiques; améliorer les politiques touchant la gestion de la demande; encourager de meilleurs comportements dans le domaine des prix et des salaires; affermir le secteur des investissements commerciaux; et créer un plus grand nombre de projets dans les secteurs du commerce, de l'industrie, de l'énergie, de la main-d'oeuvre et de l'expansion régionale".

Les premiers ministres considèrent qu'un secteur privé dynamique constitue le principal stimulant de la croissance de l'économie canadienne.

Prix et salaires

Au cours de la période de l'après-contrôle, "on pourra compter sur le bon sens et le réalisme de tous les Canadiens pour éviter une recrudescence des pressions inflationnistes", dit-on dans le communiqué. Et, à cet égard, les consultations entre les gouvernements et le secteur privé seront d'une grande importance "pour réduire l'inflation au taux prévu de 3,5 p.c. d'ici 1981".

Après la levée des contrôles, le Conseil économique du Canada assumera, pendant un certain temps, la responsabilité d'analyser l'évolution des prix et des coûts. Il attirera l'attention du public sur les augmentations de prix ou de coûts qui sembleront menacer les objectifs économiques nationaux.

Les participants à la Conférence ont convenu que la rémunération globale versée aux fonctionnaires "ne devrait pas guider celle du secteur privé".

Le milieu des affaires

Selon le communiqué, les investissements étrangers seront favorablement accueillis au Canada, "s'ils cadrent avec les objectifs nationaux ou provinciaux". Le régime fédéral-provincial d'impôt sur les sociétés, qui semble concurrentiel au niveau international, doit demeurer tel.

Les ministres responsables des Finances et des Ressources entreprendront un examen du régime d'imposition des industries pétrolières et minières.

Des mesures communes seront prises afin d'accroître les stimulants ou les crédits fiscaux à l'industrie pour la recherche et le développement, d'augmenter les possibilités d'emplois dans ces secteurs, ainsi que la diffusion et la mise en application des techniques actuelles.

Politique commerciale et industrielle

Dans ce secteur, l'on recommande une campagne de publicité fédérale-provinciale qui serait axée sur le slogan: *Créez un emploi: achetez chez nous*, dans le cadre d'une campagne prônant le remplacement des importations par l'achat de produits canadiens.

Le gouvernement fédéral continuera de tenir les provinces au courant du progrès des négociations sur l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (connu sous le sigle GATT).

Il importe de maintenir la croissance des exportations et le Canada doit chercher à les accroître en réduisant les barrières tarifaires et non tarifaires — particulièrement dans le cas des exportations de matières premières transformées. Il faut aussi accroître les débouchés extérieurs pour les produits de l'agriculture et de la pêche, les machines et instruments aratoires, ainsi que les produits pétrochimiques et les automobiles.

Politiques régionales

Le communiqué affirme que "les premiers ministres ont fortement souligné l'importance de poursuivre la lutte contre

